

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Le Manifeste du mouvement A.C.E.F. The ACEF Movement manifesto El manifiesto del movimiento "Asociación cooperativa de economía familiar" (A.C.E.F.)

Jean Panet-Raymond

Number 2 (42), Fall 1979

Éducation populaire, culture et pouvoir

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1034857ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1034857ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)

2369-6400 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Panet-Raymond, J. (1979). Le Manifeste du mouvement A.C.E.F. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (2), 89–94. <https://doi.org/10.7202/1034857ar>

Article abstract

The Cooperative Association of Family Economy (ACEF) was set up through the joint efforts of the trade-union, cooperative and citizens movements in Québec in order to defend workers in debt and to offer courses on family budgeting and consumer issues in general.

In 1978, the ACEF movement centered its priorities around the issue of consumer debt caused by insufficient revenues and rising costs of goods and services. Four mechanisms leading to debt are emphasized: planned obsolescence, advertising, credit facilities and sales methods. Their analysis is elaborated in the *ACEF Movement Manifesto* which was designed to be used as an instrument for both education and action.

Le Manifeste du mouvement A.C.E.F.

J. Panet-Raymond

Présentation de l'ACEF

L'association coopérative d'économie familiale (ACEF) est née de la volonté des mouvements syndical, coopératif et populaire québécois en 1965. C'est cette année-là que ce sont regroupés dirigeants et militants de syndicats, de caisses populaires et caisses d'économie, de coopératives alimentaires et de comités de citoyens, dans la petite ville industrielle de Shawinigan, pour former une association autonome.

Si la création formelle de l'ACEF date de 1965 l'idée originale remonte à 1962, alors que le service du budget familial de la CSN (Confédération des syndicats nationaux) tentait d'aider des travailleurs en grève de la "Shawinigan Chemicals Company". La grève était longue, et la plupart des travailleurs se voyaient pris à la gorge par les créanciers. Le service du budget familial offrait un comité de budget et a réussi à former un comité de travailleurs aptes à donner un service de consultation budgétaire. Ce service qui avait l'avantage d'intégrer les épouses des grévistes aux problèmes causés par le conflit de travail eut un certain succès à maintenir la force du syndicat pendant la grève, envers et contre les institutions préteuses qui sont les pires briseurs de grève!

L'expérience de Shawinigan eut des retombées dans plusieurs régions du Québec et la CSN devint débordée pour répondre aux demandes des syndicats locaux qui voulaient se former aux techniques de consultation budgétaire et aux

moyens de défense contre les créanciers. C'est ainsi que les dirigeants syndicaux provoquèrent un regroupement des parties intéressées afin de former une organisation autonome et permanente au service des travailleurs endettés ou menacés de le devenir. Au fil des années, des ACEF ont été créées dans plus de quatorze régions et se sont regroupées en une fédération provinciale en 1970.

Le champ de lutte de l'ACEF

Si l'ACEF au départ voulait essentiellement défendre les travailleurs endettés et offrir des cours sur le maintien du budget familial, elle a évolué au début des années 70 pour devenir une association préoccupée par la consommation en général et le développement communautaire et coopératif. L'ACEF a été à l'origine de luttes contre des formes de commerce à la limite de la légalité, des fraudes et des lois et a aidé à développer des coopératives alimentaires, des garderies populaires et des associations de locataires. L'ACEF a mis sur pied, à partir des besoins exprimés dans ses cours sur le budget, des organisations qui voulaient palier aux effets les plus criants de l'augmentation du coût de la vie. Les objectifs du départ, c'est-à-dire, le budget, le crédit et l'endettement, ont cependant été un peu oubliés au profit d'une tendance "consommériste" déjà très développée aux Etats-Unis. Avec la création de plusieurs associations de consommateurs, complémentaires aux objectifs

premiers, il devenait important que l'ACEF précise sa voie et cesse d'être le "pompier" qui répond à toutes les demandes.

Donc, en 1977, dans un important congrès, le mouvement des ACEF (l'ensemble des ACEF du Québec) décide de redéfinir son champ de lutte comme étant l'endettement, conscient que l'endettement est causé par l'insuffisance de revenu et les coûts croissants des biens et services. Le mouvement fait le choix de se transformer d'une organisation très polyvalente en une organisation de masse qui mobilise sur des luttes précises. L'ACEF précise donc son champ de lutte : c'est l'endettement causé par l'insuffisance de revenu et accentué par quatre mécanismes de production et de distribution : 1. la désuétude planifiée (l'usure prématurée des produits et la mode qui impose le changement des biens), 2. la publicité, 3. le crédit et 4. les méthodes de vente. L'essentiel de cette analyse et de ce "message" est alors repris dans le *Manifeste du mouvement ACEF* en mai 1978¹. Le congrès décide également de modifier la structure des ACEF en acceptant comme membre non seulement des organismes (syndicats, caisses populaires, groupes populaires, etc.) mais des individus intéressés à travailler à lutter "pour le droit de vivre sans s'endetter"². On change de style de travail, passant d'un organisme formé de techniciens et professionnels tels que des avocats, des économistes et des sociologues, à une organisation travaillant à la base avec des ouvriers, des chômeurs et des assistés sociaux. Cela entraîne que les dossiers très fouillés et techniques soient moins nombreux et surtout qu'ils soient plus accessibles pour l'ensemble de la population. De recueils de jurisprudence on passe à des brochures explicatives simples et illustrées. Les dossiers deviennent plus rares, mais ils sont le fruit d'un travail plus collectif et plus "collé" à une réalité bien comprise par les travailleurs, d'où les activités et les outils pédagogiques tels que le manifeste, des kiosques d'information, des montages sur bande magnétoscopique (vidéo), des photoromans, des bandes dessinées, et du théâtre.

Les membres de l'ACEF

Malgré ces changements, les permanents et les militants oeuvrant à l'ACEF demeurent encore, selon une récente étude, majoritairement des jeunes de 25 à 30 ans, fortement scolarisés, n'ayant pas d'enfant et travaillant dans les services. Les travailleurs de la production, les assistés sociaux et les chômeurs sont encore en minorité parmi les membres, même s'ils représentent la population visée prioritairement par l'ACEF. De plus, la majorité des militants ne sont pas venus à l'ACEF pour bénéficier des services de consultation budgétaire, mais plutôt pour participer à une organisation qui veut défendre des droits démocratiques. Ceux qui ont bénéficié des services de l'ACEF sont reconnaissants mais ne semblent pas "accrocher" à l'idée de devenir membres d'une organisation qui les défend, et dont ils peuvent se servir même après avoir obtenu des informations ou des conseils précis concernant leur situation financière.

Les activités de l'ACEF

Depuis sa création l'ACEF a toujours maintenu à peu près le même cadre d'activités en variant l'intensité de chacune d'elles au cours des années.

1. Un service de dépannage qui donne au téléphone ou en personne des informations générales ou juridiques sur un problème précis : un contrat à signer ou à annuler, un taux de crédit illégal, etc.

2. Un service de consultation budgétaire clarifiant le portrait de la situation financière de personnes qui veulent prévenir un problème d'endettement grave ou qui veulent en sortir. Ce service permet, à l'occasion, de trouver des solutions immédiates pour éviter aux travailleurs de perdre tous leurs actifs, mais ne peut modifier la situation de revenu insuffisant. La consultation se fait individuellement ou collectivement, mais la forme collective permet une mise en commun d'expériences et une critique beaucoup plus poussée des causes de l'endettement, d'où un travail de conscientisation plus intéressant.

3. Les cours sur le budget suivent la même logique de donner un outil de défense minimal aux travailleurs pris dans une situation de revenu faible ou nettement insuffisant, mais qui veulent au moins contrôler le peu de revenu qu'ils ont. Ces cours montrent comment "tenir" un budget et abordent les pièges principaux de la consommation en identifiant quelques moyens de défense. De ces cours se dégage la nécessité de moyens immédiats pour lutter contre la hausse des prix, et de moyens collectifs à plus long terme tels que des rencontres de formation pour mener des actions de mobilisation.

4. Les cours sur les activités de l'ACEF, tels la consultation budgétaire, le budget, les lois et les moyens d'information s'adressent essentiellement à des personnes qui veulent participer plus activement.

5. Les dossiers publiés sont préparés avec le souci de mobiliser le plus de monde possible lors de leur réalisation et de leur utilisation. Les plus récents ont porté sur la population vivant sous le seuil de pauvreté³, sur les conditions de vie dans une région⁴ et sur un projet de loi portant sur la protection du consommateur⁵. C'est à partir de ces dossiers que sont formulées les principales revendications des ACEF au niveau local et provincial : abolition du colportage et de la vente à tempérament, création d'un contrat-type, appuis des demandes syndicales, etc.

L'éducation populaire à l'ACEF : l'utilisation du Manifeste du mouvement

Parmi les outils pédagogiques utilisés, le *Manifeste du mouvement ACEF* est fondamental, car il est la synthèse du message de l'ACEF et il a été distribué en grande quantité : 5000 exemplaires en moins d'un an.

Le manifeste du mouvement ACEF a été réalisé par un comité de travail de la Fédération des ACEF, comprenant une soixantaine de militants des différentes ACEF locales. Le document répondait au vœu du mouvement de regrouper dans un texte l'état de ses connaissances et acquis sur la question de l'endettement. Le document se voulait donc un outil d'agitation et aussi de

publicité pour faire connaître davantage le champ d'activité de l'ACEF et son analyse. C'était enfin une plate-forme minimale qui pourrait servir de point de référence pour les différentes ACEF, ainsi réunies autour d'un message commun.

Le contenu du manifeste

Sept rubriques principales constituent ce manifeste de 45 pages :

1. "L'endettement : une réalité quotidienne pour les masses populaires" énonce dès le départ l'analyse de l'ACEF selon laquelle l'endettement est inhérent au système capitaliste et qu'il faut "lutter pour le droit de vivre sans s'endetter", c'est-à-dire "pour se procurer les biens et services essentiels ou socialement nécessaires".

2. La notion de "besoins socialement nécessaires" est précisée : il s'agit par exemple de l'automobile, des assurances, des loisirs. On présente alors un "budget-type" selon le revenu moyen revendiqué par le front commun des employés publics et para-publics du gouvernement du Québec. Les lecteurs sont incités à faire leur propre budget pour comparer leur situation.

3. C'est à la rubrique "Comment on s'endette" que l'on avance la thèse importante selon laquelle l'endettement est accentué par certains mécanismes du système de distribution des biens et services.

"Evidemment, les gens s'endettent au moment où leur pouvoir d'achat est rendu insuffisant pour acheter ce qui est nécessaire pour s'assurer une vie décente dans la société.

"Certains auront tendance à accuser les individus et diront "il suffit de se serrer la ceinture", "regarde-le, il roule le gros char et il est plein de dettes", "elle veut toujours que ses enfants soient les mieux habillés..." etc.

"S'il y a une responsabilité personnelle vis-à-vis de l'endettement, elle est en fin de compte très secondaire si on la compare aux mécanismes de pression que le système

capitaliste a mis en place pour nous obliger à consommer sa production et nous pousser alors à nous endetter.” (p.19).

“le crédit est un moyen concret qui accentue l’endettement des gens. Car, en plus d’avoir des revenus insuffisants pour vivre décemment, ils sont opprimés par le crédit, les intérêts à payer et toutes les conséquences qui en découlent.” (p. 25)

4. La rubrique “C’est quoi vivre endetté”, est essentiellement constituée de témoignages vécus de personnes venues à l’ACEF; c’est la perception qu’ont plusieurs personnes de leur endettement, au delà des statistiques et des énoncés politiques :

“Quand t’as des dettes, t’es obligé d’accepter n’importe quelle job, souvent au salaire minimum : t’es devenu un travailleur à bon compte pour le gars qui t’engage et un exploité de plus...”

“Quand t’es endetté, t’as moins le goût de te battre, par exemple, faire la grève, ça va retarder tes paiements, t’occasionner d’autres emprunts. Tes créanciers font des pressions pour que tu payes, de sorte que ça diminue tes possibilités de lutter...” (p. 29)

5. Suit dans “Pourquoi on s’endette” une analyse historique du crédit à la consommation dans l’économie nord-américaine et la présentation de deux réalités : les salaires et le pouvoir d’achat affaibli des travailleurs d’une part et la hausse des profits des compagnies d’autre part.

6. Dans la rubrique “L’endettement : cela se vit seul ou avec d’autres”, on tente de démontrer que les gens endettés sont loin d’être seuls et que l’ACEF peut être une certaine solution à leur problème afin de se lier à d’autres dans leur lutte pour s’en sortir.

“L’endettement, comme on l’a constaté, est une réalité quotidienne pour les masses populaires... D’où la nécessité pour les masses populaires de se regrouper en une organisation comme le mouvement ACEF,

munie d’outils adéquats de défense et prête à lutter contre l’endettement.

Etre “pogné” seul avec des dettes signifie souvent ne pas connaître ses droits, ou prendre la première solution qui se présente, avec tous ses désavantages...” (p. 34)

7. C’est enfin un appel à l’action en présentant certaines revendications générales du mouvement ACEF.

Le processus d’utilisation du Manifeste

Le manifeste a essentiellement servi d’outil de référence pour les permanents et militants qui organisaient des rencontres de formation sur l’endettement et ses causes. Il a été utilisé aussi dans le cadre de rencontres publiques ou avec des représentants de groupes populaires. Dans le cas de rencontres publiques, 25 à 30 personnes se rassemblent dans des bureaux de l’ACEF ou dans des centres d’éducation populaire⁶ accueillant surtout des habitués de ces centres, ou enfin dans des réunions de groupes populaires dont les membres ont exprimé un intérêt au sujet de l’ACEF. Selon le contexte, les publics sont plus ou moins conscients des problèmes sociaux, mais dans l’ensemble ils sont assez semblables : ils sont formés de travailleurs spécialisés, chômeurs récents ou occasionnels, femmes mariées ne travaillant pas à l’extérieur de la maison ou soutiens de famille. La moyenne d’âge varie entre 35 à 45 ans. Leurs revenus, à l’exception des chômeurs et assistés sociaux, sont modestes. Ils doivent lutter quotidiennement pour joindre les deux bouts et sont généralement endettés pour des faibles montants.

Les réunions ouvertes au public sont annoncées dans les journaux de quartier, à la radio et par des affiches et des tracts déposés dans les caisses populaires, les buanderies, les restaurants ou auprès des groupes populaires. Le contenu de la publicité porte habituellement sur la notion d’endettement.

On remarque au cours des réunions que la plupart des participants ont tendance à se situer hors du problème : “ce sont les autres”, “les gens dépensent beaucoup pour des folies, mais moi je fais attention, je cours les ventes, et je n’achète que

le nécessaire". Le seul mécanisme accentuant l'endettement qui est dénoncé spontanément est la désuétude planifiée : tout le monde a subi les coûts élevés des réparations entraînées par l'usure prématurée d'appareils électro-ménagers ou d'automobiles. Pour ce qui est de la publicité, les préjugés sont forts : personne n'aime cela mais "la publicité ne m'influence pas" ou "c'est un mal nécessaire". Les opinions communes forcent l'animateur de la réunion à poser des questions plus précises : "comment expliquez-vous la hausse des profits des grosses compagnies et la faible hausse des salaires depuis quelques temps?", "comment pensez-vous que les assistés sociaux, les chômeurs, les personnes âgées, et les travailleurs payés au salaire minimum⁷ arrivent à joindre les deux bouts?" Ce genre de questions rejoignent souvent directement plusieurs participants, provoquant ainsi la discussion sur les difficultés de vivre avec un tel revenu.

Les données statistiques du manifeste sont alors introduites; elles bousculent les préjugés : les ménages à faible revenu constituent une proportion très importante de la population; ils peuvent difficilement se payer même le strict nécessaire⁸. Les participants sont alors souvent invités à faire leur propre budget très détaillé qu'ils comparent entre eux. Ils en arrivent vite à la conclusion que ce qui semble exagéré est en fait un minimum, qu'ils doivent eux-mêmes dépasser en prenant toute sorte de moyens : deuxième emploi, achat en commun, échange de vêtements pour enfant, absence de vacances, et évidemment le crédit ! Pour certains c'est une révélation, et pour d'autres c'est une explication très concrète de ce qu'ils subissent tous les jours : des revenus insuffisants.

NOTES :

¹ Le phénomène de l'endettement est très étendu au Canada. On évalue le montant des dettes (prêts personnels, achats à crédits) à la consommation à plus de \$ 34 milliards en août 1978, selon les statistiques gouvernementales. Cela fait une moyenne de plus de \$ 1 520 par personne et ce montant n'inclut pas les dettes hypothécaires ! En d'autres termes les travailleurs versent 23 % de leur salaire disponible, après impôt, pour rembourser leurs dettes. Le problème semble s'aggraver si l'on considère que le nombre de faillites personnelles a augmenté de 33 % au Canada de janvier 1977 à janvier 1978.

Les rencontres, en général peu structurées, sauf la partie sur le budget-type, durent deux ou trois heures, et permettent d'amorcer une explication du rôle de l'ACEF et de ce qu'elle tente de faire comme mouvement de lutte face au phénomène de l'endettement et l'appauvrissement des travailleurs.

Les données plus techniques que contient le Manifeste ne retiennent l'attention des participants que si elles peuvent être traduites par des exemples très locaux à propos d'une fermeture d'usine ou des profits excessifs d'une compagnie bien connue. C'est d'ailleurs un des objectifs qui n'a pas toujours été atteint : provoquer la recherche d'exemples concrets pour mieux comprendre les généralités du manifeste et ainsi faire le lien entre des situations personnelles et l'ensemble de la société.

Le budget-type demeure le meilleur instrument pour faire le lien entre une situation micro-économique et la situation macro-économique, qui permet ainsi de porter un jugement sur les causes de l'oppression subie par les travailleurs. C'est aussi l'occasion de comparer les revendications salariales dans divers lieux de travail au coût de la vie réel et d'augmenter la combativité des travailleurs⁹.

En terminant, il faut souligner que le contenu du manifeste a été traduit sous forme de pièce de théâtre d'environ trente minutes, afin de permettre la discussion dans des rencontres plus larges.

Jean Panet-Raymond
ACEF Montréal

² « Luttes pour le droit de vivre sans s'endetter » est le slogan utilisé par l'A.C.E.F.

³ « 33 % des ménages québécois vivent sous le seuil de pauvreté ». A.C.E.F. de Montréal, avril 1978.

⁴ « Dossier sur les conditions de vie et d'endettement dans le grand Shawinigan » A.C.E.F. de Shawinigan, octobre 1978.

⁵ « La protection du consommateur : le mouvement A.C.E.F. se prononce ». Fédération des A.C.E.F. du Québec, novembre 1978.

⁶ Les centres d'éducation populaire à Montréal sont financés par la Commission des écoles catholiques de Montréal et sont administrés par des conseils d'administration formés des usagers. Les cours qui y sont donnés ont tendance à être axés sur l'artisanat, mais on tente d'apporter aussi des cours de caractère socio-politique. Il y a six centres à Montréal et tous sont situés dans des quartiers populaires où les revenus moyens sont très faibles.

⁷ Le gouvernement du Québec fixe un salaire minimum qui doit être payé dans plusieurs secteurs d'activité.

⁸ Au Québec en 1978 il y avait :
280 000 travailleurs vivant strictement du salaire minimum
455 000 assistés sociaux
505 000 personnes âgées recevant une pension de vieillesse dont 63 % comme seul revenu.
342 000 chômeurs

Les données sont tirées de statistiques gouvernementales et reproduites dans le manifeste.

⁹ Le front commun des employés publics et para-publics du gouvernement du Québec a utilisé abondamment les données de l'A.C.E.F. pour justifier le salaire minimum qu'il réclame.